**Biographie : Grace Kelly, le feu sous la glace**

# Historia

www.historia.presse.fr

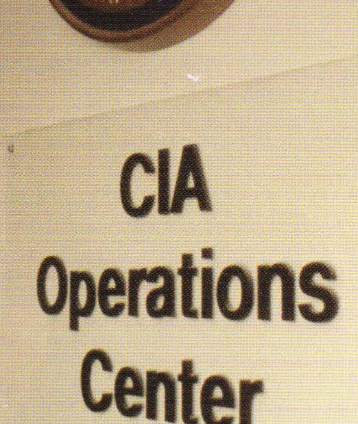
**LES GRANDES HEURES DE LA COUPE DE L'AMERICA**

**PARTIS, SYNDICATS, INTELLECTUELS**

# CIA

## LES RESEAUX SECRETS DE LA GUERRE FROIDE

ENQUETE EXCLUSIVE



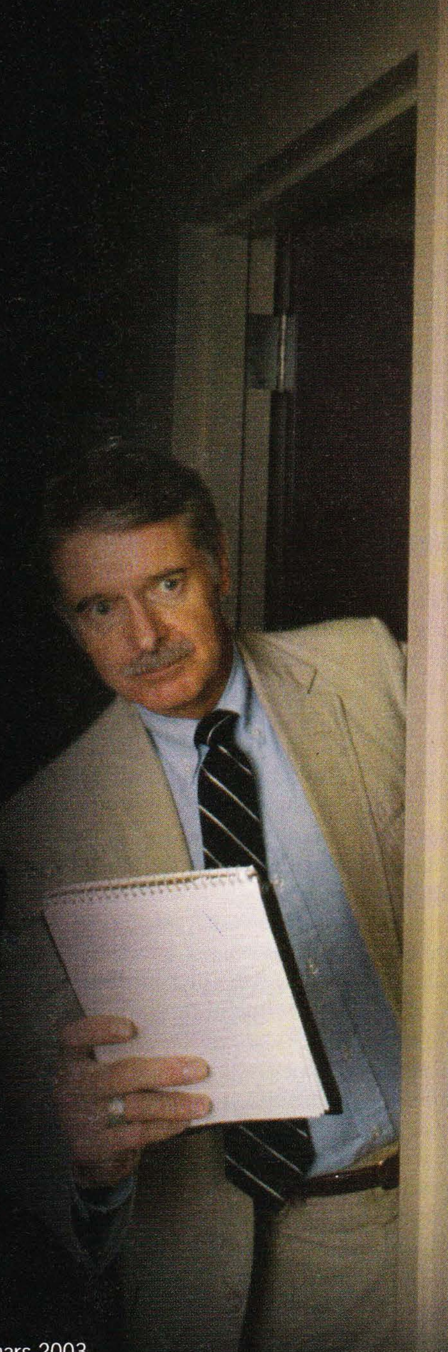



**DOSSIER : LES FEMMES S'IMPOSENT AU XVII<sup>e</sup> SIECLE**

T 05067 - 675 - F: 4,50 €

n° 675 mars 2003

DOM 5,50€ / BEL 5,50€ / SUISSE 9,50 FS / AND 4,50€ / CANADA 6,50 $CAN / ESP 5,50€ / GR 5€ / ITA 5,50€ / LUX 5,20€ / MAY 7,50€ / PORT CONT 5,50€ / SPM 5,50€






CIA
Operations
Center

Le plan Marshall en Angleterre…



Reconstruction en Hol



# LA CIA FINANCE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

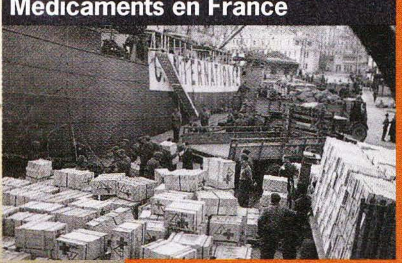
ENQUÊTE EXCLUSIVE

De 1949 à 1959, en pleine guerre froide, les Américains, par l'intermédiaire de leurs services secrets et du Comité pour l'Europe unie, versent l'équivalent de 50 millions de dollars actuels à tous les mouvements pro-européens, parmi lesquels ceux du Britannique Winston Churchill ou du Français Henri Frenay. Leur but, contenir la poussée soviétique…

lande



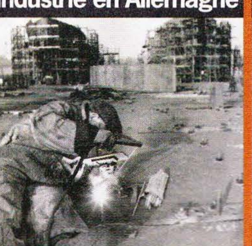
Médicaments en France



Chemins de fer en Italie



Industrie en Allemagne



Agriculture en France



ROGER RESSMEYER/CORBIS - DITE/USIS - ECPA/RUE DES ARCHIVES - AKG PARIS

**par Rémi Kauffer,**
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

## L'auteur

Spécialiste de l'histoire contemporaine, Rémi Kauffer est l'auteur de plusieurs ouvrages et dernièrement de *OAS, histoire d'une guerre franco-française* (Seuil).

A 82 ans, Henri Frenay, le pionnier de la Résistance intérieure, fondateur du mouvement Combat, arbore une forme intellectuelle éblouissante malgré sa surdité de l'oreille droite et sa récente opération de l'estomac. Pourtant, il n'a plus que trois mois à vivre. En ces jours de mai 1988, il me parle de l'Europe dans son appartement de Boulogne-sur-Seine. De cette Europe fédérale dont il a rêvé en vain entre 1948-1954. De la dette aussi que, en cas de succès, le Vieux Continent aurait contracté envers les Américains, ceux notamment du « Comité ». Et d'insister une fois, deux fois, dix fois, tandis que moi, je m'interroge : pourquoi diable ce mystérieux « Comité » revient-il à une telle fréquence dans nos conversations ? Pourquoi ? Mais parce que Frenay me confie, avec il est vrai d'infinies précautions de langage, son ultime secret : l'aide financière occulte de la CIA via l'American Committee for United Europe – le Comité – à l'Union européenne des fédéralistes dont il a été le président. Pour reconstituer cette filière inédite, il me faudra une quinzaine d'années. Un jeu qui en valait la chandelle puisqu'il me permet d'ouvrir, pour les lecteurs d'*Historia*, la porte d'un des compartiments les plus secrets de la guerre froide…

Tout commence à l'automne 1948. Déjà coupée en deux, l'Europe vit sous la menace d'une invasion totale par l'armée rouge. Au « coup de Prague » en février, vient de succéder en juin le blocus de Berlin. Un petit cénacle de personnalités de l'ombre jette alors les bases de l'American Committee for United Europe, l'ACUE – son existence sera officialisée le 5 janvier 1949 à la maison de la Fondation Woodrow-Wilson de New York. Politiques, juristes, banquiers, syndicalistes vont se mêler au sein de son conseil de direction. De hautes figures gouvernementales aussi comme Robert Paterson, le secrétaire à la Guerre ; James Webb, le directeur du budget ; Paul Hoffman, le chef de l'administration du plan Marshall ; ou Lucius Clay, le « proconsul » de la zone d'occupation américaine en Allemagne. Bien tranquilles, ces Américains-là ? Non, car la véritable ossature de l'ACUE est constituée d'hommes des services secrets. Prenez son président, William Donovan. Né en 1883 à Buffalo, cet avocat irlando-américain au physique de bouledogue, surnommé « Wild Bill » par ses amis, connaît bien l'Europe. En 1915, il y remplissait déjà une mission humanitaire pour le compte de la Fondation Rockefeller. Deux ans plus tard, Donovan retrouvait le Vieux Continent pour y faire, cette fois, une Grande Guerre magni-

Département d'Etat
Fonds privés
CIA
Central Intelligence Agency
ACUE
American Committee for United Europe
Fondations privées écran
Organismes para-gouvernementaux
AFL
Syndicats réformistes FO, etc.
Congrès pour la liberté de la culture
Union européenne des fédéralistes H. Frenay
La Fédération A. Voisin
European Movement Winston Churchill

HUGUES PIOLET

### Les circuits du financement américain

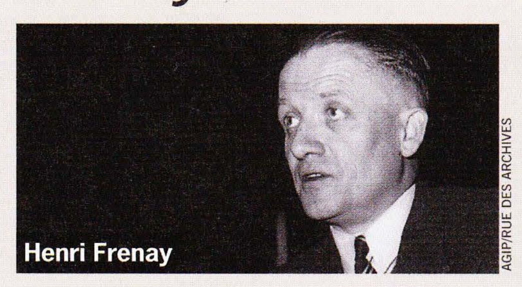
Recueilli auprès d'organismes privés ou du gouvernement américain, l'argent est dispatché auprès des organisations en faveur de l'Europe unie (UEF de Frenay ou EM de Churchill) par l'intermédiaire de la CIA ou de l'American Committee for United Europe.

### Comprendre

**Combat**
L'un des trois grands mouvements de résistance de la zone sud fondé en 1941. Reconnaissant l'autorité de De Gaulle, il garde son indépendance face à Jean Moulin. En 1943, il fusionne avec Libération et Francs-Tireurs pour former les Mouvements unis de la Résistance.

**Plan Marshall**
En américain, European Recovery Program. Ce plan de quatre ans (1948-1954) était destiné à la reconstruction de l'Europe : 17 pays en ont bénéficié. La France a reçu 2815 millions de dollars de l'époque.

## Frenay : de la Résistance au fédéralisme

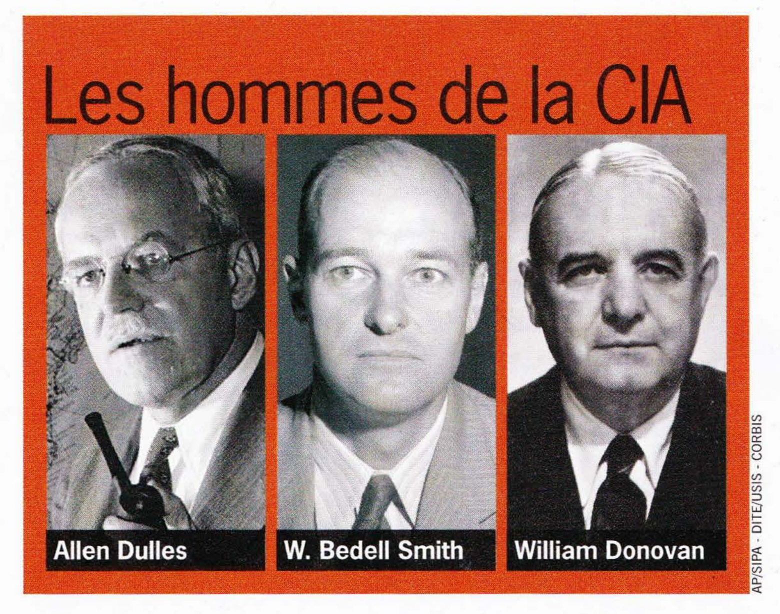

Henri Frenay

AGIP/RUE DES ARCHIVES

Né en novembre 1905 à Lyon, Henri Frenay suit les cours de Saint-Cyr. En 1934, ce capitaine plein d'avenir fait la connaissance de son aînée Berty Albrecht, issue de la haute société protestante et déjà très engagée à gauche. Une gauche vers laquelle évolue Frenay. Excellent germanophone, il prend dès cette époque la mesure du danger nazi. Fait prisonnier à l'été 1940, il s'évade et jette, dès la fin de l'année, les bases de ce qui deviendra bientôt Combat, le

fique. Redevenu civil, « Wild Bill » va se muer en *missus dominicus* du gouvernement américain. Ses pas d'émissaire officieux le portent vers l'Europe pour des rencontres parfois imprévues. En janvier 1923, alors qu'ils goûtent un repos bien mérité, sa femme Ruth et lui devront ainsi subir une soirée entière les vociférations d'un autre habitué de la pension Moritz de Berchtesgaden. Dix-sept ans plus tard, l'agité, un certain Adolf Hitler, s'est rendu maître de la partie continentale de l'Europe, et c'est « Wild Bill » que Franklin Roosevelt, inquiet, dépêche à Londres s'enquérir auprès de Winston Churchill du potentiel britannique face à l'avancée nazie.

En juin 1942, Donovan, homme de confiance du président démocrate pour les affaires spéciales, crée l'Office of Strategic Services (OSS), le service secret américain du temps de la Seconde Guerre mondiale dont il devient le chef et qu'il quittera à sa dissolution, en septembre 1945, sans perdre le contact avec l'univers du renseignement : « Wild Bill » tisse des liens privilégiés avec la Central Intelligence Agency, la CIA, créée officiellement le 15 septembre 1947 par une loi sur la sécurité nationale signée par le successeur de Roosevelt, Harry Truman.



Allen Dulles · W. Bedell Smith · William Donovan

AP/SIPA - DITE/USIS - CORBIS

Prenez le vice-président de l'ACUE Walter Bedell Smith, ancien chef d'état-major d'Eisenhower pendant la Seconde Guerre mondiale puis ambassadeur des Etats-Unis à Moscou. A partir d'octobre 1950, celui que ses amis surnomment le « Scarabée » (*beetle* en anglais) va prendre les commandes de la CIA. 1950, c'est justement l'année où des universitaires comme Frederick Burkhardt et surtout William Langer, historien à Harvard, lancent la section culturelle de l'ACUE. Ces deux proches de Donovan ont servi autrefois dans les rangs de l'OSS. Langer en a dirigé le service Recherche et Analyse et, excellent connaisseur de la politique française, a même commis après-guerre un ouvrage savant qui s'efforçait de dédouaner *Le Jeu américain à Vichy* (Plon, 1948).

Prenez surtout Allen Dulles. A l'été 1948, c'est lui qui a « inventé » le Comité avec Duncan Sandys, le gendre de Churchill, et George Franklin, un diplomate américain. Principal associé du cabinet de juristes Sullivan & Cromwell, Dulles n'impressionne guère de prime abord avec ses fines lunettes, ses éternelles pipes de bruyère et ses vestes en tweed. Sauf qu'avec ce quinquagénaire, un maître espion entre dans la danse.

Retour à la case Seconde Guerre mondiale. Chef de l'OSS à Berne, Dulles noue en février 1943 des contacts avec la délégation de Combat en Suisse. Un temps, il assurera même le financement du mouvement clandestin. « Coup de poignard dans le dos du général de Gaulle », s'insurge Jean Moulin au nom de la France libre. « Survie de la Résistance intérieure menacée d'étranglement financier », rétorque Frenay. Pensant d'abord à ses camarades démunis de moyens, aux maquisards en danger, il ne voit pas pourquoi Combat devrait se priver d'un argent allié versé, c'est convenu, sans contrepartie politique. Cette « affaire suisse » va empoisonner un peu plus encore ses rapports avec Moulin.

En 1946, Dulles démissionne des services secrets… pour en devenir aussitôt l'éminence grise, prenant une part prépondérante à la rédaction du texte de loi présidentiel sur la sécurité nationale. Cofondateur à ce titre de la CIA (pour les ini- ▶

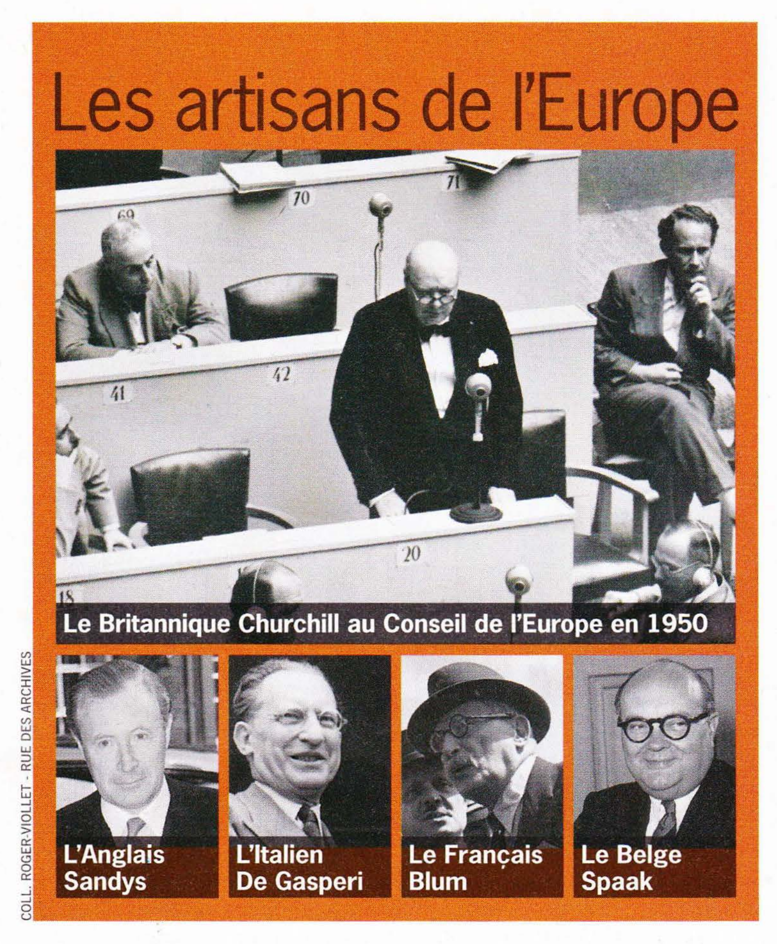
plus important mouvement de résistance en zone sud. Aggravés par les dures conditions de la clandestinité, d'impitoyables conflits, dont « l'affaire suisse », vont l'opposer à Jean Moulin, chargé par de Gaulle d'unifier les différentes tendances de la Résistance.

Au moment du drame de Caluire, qui conduit à l'arrestation de l'envoyé du Général, Henri Frenay se trouve à Alger. Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, il s'entend mal avec le général de Gaulle. Fondateur en 1945 du mouvement Socialisme et Liberté, président du bureau exécutif de l'Union européenne des fédéralistes de 1948 à 1954, Frenay joue à cette époque un rôle considérable et méconnu. Brouillé une fois encore avec le général de Gaulle à propos de la Communauté européenne de défense, il le soutiendra néanmoins à son retour à la tête de l'Etat en 1958 « pour éviter la guerre civile ». En 1977, Henri Frenay publie *L'Enigme Jean Moulin* (Robert Laffont), où il met en cause l'ancien délégué du Général en France, soulevant de violentes polémiques. Compagnon de la Libération, il décède en août 1988 à Porto-Vecchio.


Thomas Braden

BETTMANN/CORBIS

## Les artisans de l'Europe


Le Britannique Churchill au Conseil de l'Europe en 1950

L'Anglais Sandys — L'Italien De Gasperi — Le Français Blum — Le Belge Spaak

COLL. ROGER-VIOLLET - RUE DES ARCHIVES

tiés : l'Agence ou mieux, la Compagnie), Dulles pense qu'en matière d'action clandestine, privé et public doivent conjuguer leurs forces. C'est lui qui a déjà inspiré, par l'intermédiaire de ses amis du Brook Club de New York, le versement des subsides de grosses sociétés américaines à la démocratie chrétienne italienne menacée par un parti communiste surpuissant. En 1950, il va reprendre officiellement du service comme bras droit du Scarabée d'abord, comme son successeur à la tête de la CIA ensuite – de février 1953 à septembre 1961. Record de longévité d'autant plus impressionnant que son frère aîné John Forster Dulles, restera, lui, ministre des Affaires étrangères de 1953 à sa mort de maladie en mai 1959.

Etonnant creuset que l'ACUE, où des personnalités de la haute société et/ou de la CIA côtoient les dirigeants de la puissante centrale syndicale American Federation of Labor, l'AFL, dont ils partagent l'aversion du communisme. Exemples : David Dubinsky, né en 1892 à Brest-Litovsk, en Russie, dirige le Syndicat international de la confection pour dames (ILGWU) : 45 000 adhérents à son arrivée en 1932, 200 000 à la fin des années 1940 ! Ennemi acharné des nazis hier (les syndicalistes proches de l'ACUE sont presque tous juifs), c'est aux *commies*, les « cocos », qu'il en veut dorénavant. Jay Lovestone aussi. Conseiller politique de l'AFL, ce Lituanien d'origine sait de quoi il parle : avant sa brutale exclusion puis sa lente rupture avec le marxisme, il fut, entre 1925 et 1929, le secrétaire général du PC américain ! Autre recrue de choix du Comité, Arthur Goldberg, le meilleur juriste de l'AFL. Futur secrétaire au Travail du président Kennedy puis juge à la Cour suprême, Goldberg, né en 1908, a dirigé l'aile syndicale de l'OSS. A ce titre, il fut en son temps le supérieur hiérarchique d'Irving Brown, son cadet de deux ans. Brown, représentant de l'AFL pour l'Europe et grand dispensateur de dollars aux syndicalistes modérés du Vieux Continent. Puisant dans les fonds secrets de la toute jeune CIA, laquelle finance depuis 1946 toutes les opérations anticommunistes de l'AFL, ce dur à cuire ne ménage pas, par exemple, son soutien à Force ouvrière, la centrale syndicale née fin 1947 de la scission de la CGT (lire « Derrière Force ouvrière, Brown, l'ami américain » dans *Historia* n° 621 de décembre 1997). Pure et dure, la ligne Brown contraste d'ailleurs avec celle, plus nuancée, de la CIA. A la Compagnie, on aurait préféré que les non-communistes restent dans le giron de la CGT, même contrôlée par le PCF…


Monnet signe le traité de la Ceca

AGIP/RUE DES ARCHIVES

## “Monnet détestait toute forme de

### Eric Roussel, auteur d'une biographie chez Fayard, donne son point

**Historia –** *Jean Monnet s'est montré d'une vigilance extrême quant à l'origine des soutiens financiers américains à son Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe. En gros, rien de la CIA.*

**E. R. –** Cela ne m'étonne pas : l'homme détestait toute forme de compromission. Quand le scandale de la revue *Preuves* a éclaté, Monnet était furieux. Il s'en est ouvert à François Fontaine, un de ses proches. Il y a bien eu un soutien financier au Comité d'action pour les Etats-Unis

C'est qu'au-delà des hommes, il y a la stratégie d'ensemble. Face à l'Union soviétique, Washington développe deux concepts clés : le *containment* (l'endiguement) et plan Marshall. L'idée du *containment*, revient à un diplomate russophone, George Kennan, qui la développe dès juillet 1947 dans un article de la revue *Foreign Affairs* : « L'élément majeur de la politique des Etats-Unis en direction de l'Union soviétique doit être celui d'un endiguement à long terme, patient mais ferme, des tendances expansionnistes russes. »

Le plan Marshall, lui, porte la marque de son inventeur le général George Marshall, chef d'état-major de l'US Army pendant la guerre, et désormais ministre des Affaires étrangères du président Truman. En apportant une aide massive aux pays d'Europe ruinés, les Etats-Unis doivent, selon lui, faire coup double : un, couper l'herbe sous le pied des partis communistes par une hausse rapide du niveau de vie dans les pays concernés ; deux, empêcher leur propre industrie de sombrer dans la dépression en lui ouvrant de nouveaux marchés.

Pour le tandem Marshall-Kennan, pas de meilleur outil que la CIA (lire l'interview d'Alexis Debat, page 51). Et c'est naturellement un autre ancien de l'OSS, Franck Wisner Jr, qu'on charge de mettre sur pied un département autonome spécialisé dans la guerre psychologique, intellectuelle et idéologique, l'Office of Policy Coordination ! Si ce bon vieux « Wiz » ne fait pas partie du Comité, ses hommes vont lui fournir toute la logistique nécessaire. Mais chut ! c'est top secret…


AKG PARIS

**Le "coup" de Prague**

**Le 25 février 1948, le prosoviétique Gottwald remplace le président tchèque Benes, tenté par le plan Marshall. En janvier 1949, l'Union soviétique réplique au plan Marshall en fondant le Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecom).**

L'ACUE allie sans complexe une certaine forme de messianisme américain avec le souci de la défense bien comprise des intérêts des Etats-Unis. Messianique, cette volonté bien ancrée de mettre le Vieux Continent à l'école du Nouveau Monde. Phare de la liberté menacée, l'Amérique a trouvé, la première, la voie d'une fédération d'Etats, succès si resplendissant que l'Europe n'a plus qu'à l'imiter… Cet européanisme *made in* Washington comporte sa part de sincérité : « Ils m'appellent le père du renseignement centralisé, mais je préférerais qu'on se souvienne de moi à cause de ma contribution à l'unification de l'Europe », soupire ainsi Donovan en octobre 1952.

De sa part de calcul aussi. Car en décembre 1956, trois mois avant sa mort, le même Donovan présentera l'Europe unie comme « un rempart contre les menées agressives du monde communiste ». En d'autres termes, un atout supplémentaire de la stratégie américaine conçue ▶

# compromission"

## de vue sur les relations financières du "père de l'Europe" avec les Américains.

d'Europe par la Fondation Ford, où Monnet possédait un excellent ami, Sheppard Stone, mais cette aide n'avait rien de fastueux. La meilleure preuve, c'est que le Comité d'action n'a cessé de tirer le diable par la queue.

**H. –** *Une aide sans contrepartie ?*

**E. R. –** Ce serait mal connaître Monnet, lequel a toujours agi en pleine indépendance, politique ou autre. Pour créer le Comité d'action, il a d'ailleurs commencé par engloutir énormément de fonds personnels. A telle enseigne que sa fortune s'en est trouvée entamée.

▶ par Marshall, Kennan et leurs successeurs : construire l'Europe, c'est remplir un vide continental qui ne profite qu'à Staline, donc, en dernier ressort, protéger les Etats-Unis. Ajoutons une troisième dimension. Dans l'esprit des hommes de la Compagnie, rien de plus noble qu'une action clandestine au service de la liberté. Tout officier de la CIA le sait : les Etats-Unis sont nés pour une bonne part du soutien des agents de Louis XVI, Beaumarchais en tête, aux insurgés nord-américains. Ainsi l'opération American Committee, la plus importante, et de loin menée, par l'Agence en Europe pendant la guerre froide, se trouve-t-elle justifiée par l'Histoire.

Pour chaleureuse qu'elle soit, l'amitié franco-américaine ne saurait toutefois distendre le « lien spécial » entre Grande-Bretagne et Etats-Unis. En foi de quoi, Comité et Compagnie tournent d'abord leur regard vers Londres. Hélas ! Churchill, battu aux législatives de 1945, ronge ses griffes dans l'opposition. Le nouveau secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, Ernest Bevin, a bien proclamé le 2 janvier 1948 aux Communes : « Les nations libres d'Europe doivent maintenant se réunir. » N'empêche que ses collègues du cabinet travailliste et lui repoussent avec horreur la perspective d'une véritable intégration continentale. Non pas que Bevin craigne de s'affronter aux communistes : deux jours après son discours de janvier, il créait un organisme clandestin de guerre idéologique, l'Information Research Department. Ce même IRD qui, jugeant *La Ferme des animaux* et *1984* plus efficaces que mille brochures de propagande, va contribuer à diffuser partout dans le monde les œuvres de George Orwell. Mais la carte Europe unie, alors là, non !

Cette carte, Churchill la joue-t-il de son côté par conviction profonde ou par aversion pour ses rivaux politiques de gauche ? Le fait est que le 19 septembre 1946 à Zurich, le Vieux Lion appelle à un axe anglo-franco-allemand, élément majeur selon lui d'une « espèce d'Etats unis d'Europe ». Qu'en mai 1948, Duncan Sandys, taille aux mesures de son homme d'Etat de beau-père le Congrès européaniste de La Haye. Qu'en octobre 1948, Churchill crée l'United European Movement – le Mouvement européen. Qu'il en devient président d'honneur aux côtés de deux démocrates-chrétiens, l'Italien Alcide De Gasperi et l'Allemand Konrad Adenauer, et de deux socialistes, le Français Léon Blum et le Belge Paul-Henri Spaak. Malheureusement pour les « amis américains », cette tendance « unioniste » ne propose, à l'exception notable de Spaak, que des objectifs européens limités. Reconstruction économique et politique sur une base démocratique, d'accord, mais sans transfert, même partiel, de souveraineté.

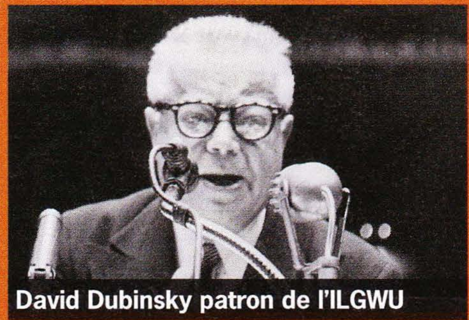

TONY VACCARO/AKG PARIS

**Le blocus de Berlin**

**Le 23 juin 1948, les Soviétiques bloquent la zone occidentale de Berlin. Les Etats-Unis mettent en place un pont aérien. Conséquences : l'Otan est fondée en mai 1949, le pacte de Varsovie le 14 mai 1955.**

Le Comité et la tendance « fédéraliste », dont Henri Frenay émerge comme la figure emblématique, veulent, eux, aller beaucoup plus loin. Aux heures les plus noires de la Seconde Guerre mondiale, Frenay, patriote mondialiste, a conçu l'idée d'un Vieux Continent unifié sur une base supranationale. En novembre 1942, révélera quarante ans plus tard Robert Belot dans le remarquable travail sur Frenay qui vient de lui valoir l'habilitation à diriger des recherches à l'Université, le chef de Combat écrivait au général de Gaulle qu'il faudrait dépasser l'idée d'Etat-Nation, se réconcilier avec l'Allemagne après-guerre et cons-

## Les syndicats US...


**David Dubinsky patron de l'ILGWU**

**Irving Brown de l'AFL**



truire une Europe fédérale. Logique avec lui-même, Frenay se jette dès 1946 dans cette croisade européaniste aux côtés d'Alexandre Marc. Né Lipiansky à Odessa en 1904, ce théoricien du fédéralisme a croisé la trajectoire de Frenay à Lyon en 1941, puis après-guerre. A rebours de l'européanisme de droite inspiré des thèses monarchistes maurrassiennes ou du catholicisme social, les deux amis s'efforcent de gauchir le fédéralisme français alors fort de «plusieurs dizaines de milliers d'adhérents», ainsi que me l'assurera l'ancien chef de Combat en 1988.

Orientée à gauche, l'Union européenne des fédéralistes, l'UEF, est créée fin 1946. Elle va tenir son propre congrès à Rome en septembre 1948. Frenay en devient le président du bureau exécutif, flanqué de l'ex-communiste italien Altiero Spinelli, prisonnier de Mussolini entre 1927 et 1937 puis assigné à résidence, et de l'Autrichien Eugen Kogon, victime, lui, du système concentrationnaire nazi qu'il décortiquera dans *L'Etat SS* (Le Seuil, rééd. 1993). A ces trois dirigeants d'atténuer le profond malaise né de la participation de nombreux membres de l'UEF au congrès de La Haye, où Churchill et son gendre Sandys les ont littéralement roulés dans leur farine «unioniste».

Faut-il choisir entre le Vieux Lion et le pionnier de la Résistance intérieure française à l'internationalisme si radical? Perplexité au Comité, donc à la CIA. Pour Churchill, sa stature d'homme d'Etat, d'allié de la guerre, sa préférence affichée pour le «grand large», les Etats-Unis; contre, son refus acharné du modèle fédéraliste si cher aux européanistes américains et bientôt, ses violentes querelles avec le très atlantiste Spaak. En mars 1949, Churchill rencontre Donovan à Washington. En juin, il lui écrit pour solliciter le versement de fonds d'urgence (très riche à titre personnel, l'ancien Premier ministre britannique n'entend pas puiser dans sa propre bourse). Quelques jours plus tard, Sandys appuie par courrier la demande de son beau-père: de l'argent, vite, sinon le Mouvement européen de Churchill s'effondre. Comité et CIA, la principale bailleuse de fonds, débloquent alors une première tranche équivalant à un peu moins de 2 millions de nos euros. Elle permettra de «préparer» les premières réunions du Conseil de l'Europe de Strasbourg, qui associe une assemblée consultative sans pouvoir réel à un comité des ministres statuant, lui, à l'unanimité.

Pour soutenir leurs partenaires du Vieux Continent, ACUE et CIA montent dès lors des circuits financiers complexes. Les dollars de l'oncle Sam – l'équivalent de 5 millions d'euros entre 1949 et 1951, le même montant annuel par la suite – proviennent pour l'essentiel de fonds alloués spécialement à la CIA par le Département d'Etat. Ils seront d'abord répartis sous le manteau par les chefs du Mouvement européen: Churchill, son gendre, le secrétaire général Joseph Retinger, et le trésorier Edward Beddington-Behrens. En octobre 1951, le retour de Churchill à Downing Street, résidence des premiers ministres anglais, ne tarira pas ce flot: entre 1949 et 1953, la CIA va en effet verser aux unionistes l'équivalent de plus de 15 millions d'euros, à charge pour eux d'en redistribuer une partie à leurs rivaux de la Fédération, la tendance de droite du fédéralisme français, laquelle reverse ensuite sa quote-part à l'UEF. Sommes substantielles mais sans commune mesure avec la manne que l'appareil stalinien international, le Kominform, investit au même moment dans le financement souterrain des PC nationaux et des innombrables «fronts de masse»: Fédération syndicale mondiale de Prague, Mouvement de la paix, mouvements de jeunes, d'étudiants, de femmes…

Pour Frenay, c'est clair: l'Europe fédérale constitue désormais le seul bouclier efficace contre l'expansionnisme communiste. Mais comment aller de l'avant quand le nerf de la guerre manque si cruellement? L'UEF n'est pas riche. Son président encore moins, dont la probité est reconnue de tous – après son passage au ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, Frenay, an- ▶

## … subventionnent FO

A propos du financement de Force ouvrière, voici ce qu'André Bergeron, l'ancien secrétaire général de la confédération, déclarait à *Historia* en 1997: «Brown m'a remis un peu d'argent pour faire paraître mon journal *Le Territoire syndicaliste*. Je me souviens que l'AFL a aussi financé, dès 1948, les 18 délégués régionaux de FO. Cela n'a duré qu'une année. Après, ces délégués n'étaient plus que 5. Dont moi. Les Américains préféraient aider directement les fédérations ou les unions départementales que la confédération elle-même. Cette aide a été beaucoup moins importante qu'on ne l'a raconté.»



COLL. ROGER-VIOLLET

Le congrès fondateur de FO en 1948

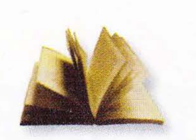
cien officier de carrière sans fortune personnelle, a quitté l'armée au titre de la loi Diethelm de dégagement des cadres. Comme au temps de « l'affaire suisse », le salut financier viendra-t-il de l'allié américain ? Oui, assurent dès l'été 1950 les hommes de l'ACUE à un représentant français de l'UEF en visite à New York. Conforme à la position officielle du gouvernement américain en faveur de l'intégration européenne, leur aide ne sera soumise à aucune contrepartie politique ou autre, condition *sine qua non* aux yeux d'Henri Frenay. Et de fait, à partir de novembre 1950, l'ACUE va financer secrètement à hauteur de 600 000 euros l'une des initiatives majeures de Frenay et des fédéralistes de gauche : la création à Strasbourg, en parallèle du très officiel Conseil de l'Europe, d'un Congrès des peuples européens, aussi appelé Comité européen de vigilance.
S'associeront à ce projet des socialistes (Edouard Depreux), des religieux (le père Chaillet, fondateur de *Témoignage chrétien*), des syndicalistes, des militants du secteur coopératif, des représentants du patronat et même… des gaullistes tels Michel Debré ou Jacques Chaban-Delmas. Mal conçue médiatiquement, l'affaire échoue de peu. Raison de plus pour accentuer le soutien financier, œuvre du secrétaire général de l'ACUE, Thomas Braden. Connu pour ses opinions libérales, cet ami du peintre Jackson Pollock, n'a pas hésité quand Donovan, son ancien patron à l'OSS, lui a demandé de quitter la direction du musée d'Art moderne de New York.
En juillet 1951, Frenay effectue à son tour le voyage des Etats-Unis sous les auspices du Congrès pour la liberté de la culture – une organisation que nous retrouverons bientôt. L'occasion de rencontrer les dirigeants du Comité et ceux de la Fondation Ford (mais pas ceux de la CIA avec lesquels il n'entretiendra jamais de rapports directs) pour leur faire part des besoins matériels des fédéralistes. Message reçu « 5 sur 5 » par les Américains…
A cette date, Braden ne figure plus parmi les dirigeants officiels de l'ACUE. En vertu du principe des vases communicants, l'agent secret esthète vient en effet de rejoindre Dulles à la CIA. Les deux hommes partagent cette idée de bon sens : face aux communistes, ce ne sont pas les milieux conservateurs qu'il faut convaincre, mais la gauche antistalinienne européenne, dont Frenay constitue un des meilleurs représentants. Braden va plus loin : « Comme l'adversaire rassemblé au sein du Kominform, structurons-nous au plan mondial par grands secteurs d'activité : intellectuels, jeunes, syndicalistes réformistes, gauche modérée… », plaide-t-il. D'accord, répond Dulles. Naît ainsi la Division des organisations internationales de la CIA. Dirigée par Braden, cette direction centralise, entre autres, l'aide de la Compagnie via l'ACUE aux fédéralistes européens. En 1952, l'American Committee for United Europe finance ainsi l'éphémère Comité d'initiative pour l'assemblée constituante européenne, dont Spaak sera président et Frenay, le secrétaire général.
Brouillés avec la « Fédération », leur rivale de droite qui servait jusque-là d'intermédiaire pour le versement des fonds CIA-ACUE par le truchement du mouvement churchillien, les amis de Frenay sont très vite au bord de l'asphyxie. Pour parer à l'urgence, Braden, virtuose du financement souterrain au travers de fondations privées plus ou moins bidon, va, cette fois, mettre en place une procédure de versements directs aux fédéralistes de gauche par des antennes para-gouvernementales américaines. A Paris, plaque tournante des opérations de la CIA en Europe avec Francfort, on opérera par le biais de l'Office of Special Representative, conçu à l'origine pour servir d'interface avec la toute jeune Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), ou de l'US Information Service (USIS). Par la suite, un bureau ACUE proprement dit sera ouvert. Comme Jean Monnet, président de la Ceca, Frenay caresse, en cette année 1952, l'idée d'une armée européenne, pas décisif vers l'Europe politique selon lui. L'ACUE approuve chaudement. Prévue par le traité de Londres de mars 1952, cette Communauté européenne de défense comprendrait – c'est le point le plus épineux –, des contingents allemands. Reste à faire ratifier le traité par les parlements nationaux. Frenay s'engage avec enthousiasme dans ce nouveau combat. Pour se heurter, une fois encore, à de Gaulle, qui refuse la CED au nom de la sou-



AKG PARIS

**La voix de l'Amérique**

**Pour contrer la propagande soviétique (Kominform), la CIA finance Radio Free Europe et Voice of America, deux stations de radio qui émettent vers les pays d'Europe de l'Est.**



**En complément**

- **Intelligence de l'anticommunisme**, de Pierre Grémion (Fayard).
- **La Jeune Garde, la jeunesse entre KGB et CIA, 1917-1989**, de Joël Kotek (Seuil).

veraineté nationale et, déjà, du projet ultrasecret de force atomique française, ainsi qu'aux communistes, hostiles par principe à tout ce qui contrarie Moscou. D'après les éléments recueillis par Robert Belot – dont la biographie du chef de Combat devrait sortir ce printemps au Seuil –, Frenay demandera même à l'ACUE de financer l'édition d'une brochure réfutant… les thèses gaullistes sur la CED.

Staline meurt en mars 1953. L'année suivante, Cord Meyer Jr, un proche de la famille Kennedy, remplace Braden à la tête de la Division des organisations internationales de la CIA. Mais 1954 verra surtout cet échec cuisant des européanistes : l'enterrement définitif de la CED. Découragé, Frenay abandonne alors la présidence de l'Union européenne des fédéralistes. A partir d'octobre 1955, les « amis américains » reportent donc leurs espoirs sur un nouveau venu, le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet. Lié à Donovan et surtout à l'ambassadeur américain à Paris, David Bruce, un proche de Franck Wisner, Monnet est trop fin connaisseur du monde anglo-saxon pour accepter directement les dollars de la CIA. Compte tenu de sa prudence de Sioux, l'aide américaine à son courant européaniste devra emprunter d'autres voies. En 1956, Monnet se voit ainsi proposer l'équivalent de 150 000 euros par la Fondation Ford. Une offre qu'il décline, préférant que cet argent soit versé au professeur Henri Rieben, un économiste et universitaire suisse pro-européen qui vient d'être nommé chargé de mission aux Hautes Etudes commerciales de Lausanne. Rieben utilisera ces fonds en toute transparence financière pour créer un Centre de recherches européen.

En 1958, le retour du général de Gaulle, radicalement hostile aux thèses fédéralistes, annihile les derniers espoirs de l'UEF et de ses amis américains. Dissolution de l'ACUE dès mai 1960 puis cessation des financements occultes par la CIA s'ensuivent. En douze ans, la Compagnie aura quand même versé aux européanistes de toutes tendances l'équivalent de 50 millions d'euros sans être jamais prise la main dans le sac ! Mais pourra-t-on préserver longtemps le grand secret ?

La première alerte éclate dès 1962. Trop précise sur les financements américains, une thèse universitaire sur les mouvements européanistes doit être « enterrée » d'urgence en Angleterre. Ce remarquable travail est l'œuvre du fils d'un camarade de résistance de Frenay, Georges Rebattet, créateur en avril 1943 du Service national maquis. Georges Rebattet, le successeur en 1952 de Joseph Retinger comme secrétaire général d'un Mouvement européen dont il a d'ailleurs assaini pour une bonne part le financement.

Deuxième secousse au milieu des années 1960. L'étau de la presse américaine (le *New York Times* et la revue gauchiste *Ramparts*) se resserre sur une des filiales du « trust » Braden-Meyer, le Congrès pour la liberté de la culture où se côtoyaient des intellectuels antitotalitaires européens de haute volée – Denis de Rougemont, Manhès Sperber, Franz Borkenau, Ignazio Silone, Arthur Kœstler ou, par éclipses, Malraux et Raymond Aron. Financé par la CIA au travers de la Fondation Fairfield, le Congrès édite en français l'une de ses revues les plus prestigieuses, *Preuves*. Jouant la transparence, Braden jette alors son pavé dans la mare. « Je suis fier que la CIA soit immorale », déclare-t-il en 1967 au journal britannique *Saturday Evening Post*, auquel il confie des révélations sensationnelles sur le financement occulte par la CIA du Congrès pour la liberté et sur le rôle d'Irving Brown dans les milieux syndicaux. Silence radio, en revanche, sur le soutien aux mouvements européanistes, le secret des secrets…

Ultime rebondissement à partir de juin 1970, quand le conservateur anglais pro-européen Edward Heath arrive à Downing Street. A sa demande, l'Information Research Department lance une vaste campagne pour populariser sous le manteau l'européanisme dans les médias et les milieux politiques britanniques. En 1973, l'Angleterre fait son entrée dans le Marché commun ; le 5 juin 1975, 67,2 % des électeurs britanniques ratifient la décision par référendum. Dans ce renversement de tendance en faveur de l'Europe, un homme s'est jeté à corps perdu : nul autre que le chef de la station de la CIA de Londres, Cord Meyer Jr. Ce bon vieux Cord qui remplaçait vingt ans plus tôt son copain Braden à la tête de la Division des organisations internationales de la Compagnie. ■

## “Prendre les Soviétiques à leur propre piège”

**Historien et professeur à Yale, Alexis Debat, qui publiera sous peu chez Flammarion une *Histoire secrète de la CIA* appelée à faire référence, précise la stratégie américaine.**

**Historia –** *Qui a créé l'American Committee for United Europe ?*

**Alexis Debat –** La paternité théorique en revient à George Kennan, l'inventeur de la doctrine du *containment*. Quand on lui demande : « Le *containment*, c'est quoi ? » Kennan répond : « C'est la guerre politique » *(political warfare)*. L'objectif : prendre les Soviétiques à leur propre jeu en créant une sorte de Kominform pro-occidental. Entre autres, cela implique le soutien aux partis politiques démocratiques ainsi qu'à des associations de tous types, dont les mouvements pro-européens. Les idées de Kennan débouchent sur la directive NSC 10/2. Comme l'amiral Hillenkoetter, le premier chef de la CIA, renâcle, on va créer un organisme particulier, l'OPC de Wisner, lié à la CIA mais autonome.

**H. –** *D'où vient l'argent ?*

**A. D. –** De fondations privées comme la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, le National Committee for Free Europe, mais surtout, d'une partie spécifique des fonds du plan Marshall, dits « Fonds Marshall de contrepartie », alloués dans ce but précis à la CIA.

**H. –** *Et les animateurs des réseaux autour du Comité ?*

**A. D. –** Des gens peu nombreux qui ont pris l'habitude de travailler ensemble. Ce petit noyau de vieux copains des services spéciaux, des syndicats ou des deux à la fois, habite dans les mêmes quartiers de New York et partage la même vision de l'Amérique.